



Cellule d'analyse européenne

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU
CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ
DES RÉGIONS - Avancées dans le programme de l'Union européenne relatif aux garanties
procédurales accordées aux suspects et aux personnes poursuivies – Renforcer les
fondements de l'espace européen de justice pénale**

COM(2013)0820

adoptée par la Commission européenne le 27 novembre 2013

**Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL portant
renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence et du droit d'assister à son
procès dans le cadre des procédures pénales**

COM(2013)0821

adoptée par la Commission européenne le 27 novembre 2013

**Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à
la mise en place de garanties procédurales en faveur des enfants soupçonnés ou poursuivis
dans le cadre des procédures pénales**

COM(2013)0822

adoptée par la Commission européenne le 27 novembre 2013

**Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
concernant l'aide juridictionnelle provisoire pour les suspects et les personnes poursuivies
privés de liberté, ainsi que l'aide juridictionnelle dans le cadre des procédures relatives au
mandat d'arrêt européen**

COM(2013)0824

adoptée par la Commission européenne le 27 novembre 2013

**RECOMMANDATION DE LA COMMISSION relative à des garanties procédurales en
faveur des personnes vulnérables soupçonnées ou poursuivies dans le cadre des procédures
pénales**

C(2013)8178

adoptée par la Commission européenne le 27 novembre 2013

**RECOMMANDATION DE LA COMMISSION relative au droit à l'aide juridictionnelle
accordé aux personnes soupçonnées ou poursuivies dans le cadre de procédures pénales**

C(2013)8179

adoptée par la Commission européenne le 27 novembre 2013

Résumé : avec ce paquet, la Commission européenne vise à renforcer l'espace pénal européen en poursuivant la mise en œuvre de l'agenda relatif aux droits procéduraux des suspects et des personnes poursuivies.

Contexte

Pour parvenir à un véritable espace européen de justice pénale, il faut que les autorités judiciaires des États membres reconnaissent mutuellement leurs systèmes de justice pénale et aient une confiance mutuelle dans ces systèmes.

Cependant, la protection des droits procéduraux des suspects et des personnes poursuivies varie encore sensiblement entre les États membres, de sorte que ce système de reconnaissance mutuelle ne fonctionne pas encore de manière optimale.

Dans le cadre du programme de Stockholm, le Conseil européen a dès lors invité la Commission à présenter des propositions visant à renforcer ces droits et à garantir ainsi que tous les États membres respectent un niveau minimal commun de droits procéduraux.

Avant même la publication du paquet à l'examen, trois directives ont déjà été adoptées dans ce même cadre : la directive du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales¹, la directive du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales² et la directive du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires³.

Contenu du paquet

Le paquet se compose au total de 6 documents : une communication, 3 propositions de directive et 2 recommandations.

Le fondement juridique des propositions de directive est l'article 82.2. b) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, tandis que les recommandations ont pour fondement juridique l'article 292 de ce traité.

*

La **communication [COM(2013)0820]** comporte la justification générale des textes, dont l'objectif est d'optimiser la confiance mutuelle des autorités judiciaires dans leurs systèmes juridiques respectifs en garantissant des droits minimaux communs, et donne un aperçu des éléments essentiels des différentes propositions de directive.

*

¹ Directive 2010/64/UE – Journal officiel L280 du 20 octobre 2010, p. 1

² Directive 2012/13/UE – Journal officiel L142 du 1^{er} juin 2012, p. 1

³ Directive 2013/48/UE – Journal officiel L294 du 6 novembre 2013, p. 1

La **proposition de directive** portant renforcement de certains aspects de la **présomption d'innocence** et du **droit d'assister à son procès** dans le cadre des procédures pénales **[COM(2013)0821]** comporte 15 articles répartis en 4 chapitres :

- le chapitre 1 (articles 1^{er} et 2) précise l'objectif de la directive (la fixation de règles minimales en matière de présomption d'innocence), ainsi que son champ d'application (la période comprise entre le moment où la procédure pénale est entamée et la décision définitive) ;
- le chapitre 2 (articles 3 à 7) reprend le principe du droit à la présomption d'innocence, ainsi que son contenu ;
- le chapitre 3 (articles 8 et 9) précise le principe en vertu duquel les suspects et les personnes poursuivies ont le droit d'assister à leur procès, et définit les règles applicables en matière de défaut ;
- dans le chapitre 4 (articles 10 à 15) figurent les voies de droit, l'obligation de faire rapport à la Commission, la clause de non-régression, le délai de transposition (18 mois), l'entrée en vigueur et les destinataires.

*

La **proposition de directive** relative à la mise en place de garanties procédurales en faveur des **enfants** soupçonnés ou poursuivis dans le cadre des procédures pénales **[COM(2013)0822]** comporte 25 articles distincts :

- l'article 1^{er} précise que la directive a pour objet de fixer des règles minimales concernant le traitement des enfants soupçonnés ou poursuivis dans le cadre des procédures pénales ou des enfants faisant l'objet d'une procédure d'exécution d'un mandat d'arrêt européen ;
- l'article 2 donne une description précise du champ d'application de la directive ;
- l'article 3 définit l'"enfant" comme étant toute personne âgée de moins de 18 ans ;
- les articles 4 à 8, 10, 12, 14 à 16 et 18 consacrent le principe du droit à l'information et en énumèrent les différents éléments ;
- l'article 9 décrit les conditions à réunir en termes d'organisation pour pouvoir entendre un enfant ;
- l'article 11 impose aux autorités de prévoir chaque fois que c'est possible des mesures alternatives telles qu'une obligation de se signaler ou des mesures pédagogiques ;
- l'article 13 prévoit que les affaires doivent être traitées d'urgence, avec diligence et d'une façon adaptée à l'enfant ;
- l'article 17 comporte des dispositions spécifiques relatives aux enfants recherchés ou arrêtés dans le cadre d'un mandat d'arrêt européen ;
- l'article 19 prévoit l'obligation, pour les personnes qui entrent en contact avec des enfants dans le cadre de cette directive, de suivre une formation spécifique ;
- l'article 20 traite des rapports qui doivent être faits à la Commission ;
- l'article 21 dispose qu'il incombe à l'État membre concerné de supporter les coûts résultant de l'application de la directive ;
- l'article 22 contient la clause de non-régression ;
- les articles 23 à 25 reprennent le délai de transposition (24 mois), l'entrée en vigueur et les destinataires.

*

La **proposition de directive** concernant **l'aide juridictionnelle provisoire** pour les suspects et les personnes poursuivies privés de liberté, ainsi que l'aide juridictionnelle dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen **[COM(2013)0824]** compte 10 articles distincts :

- les articles 1^{er} et 2 délimitent respectivement l'objectif (fixation de règles minimales concernant l'aide juridictionnelle provisoire ainsi que l'aide juridictionnelle dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen) et le champ d'application de la directive ;
- l'article 3 définit quelques notions ;
- les articles 4 et 5 définissent respectivement « l'accès à l'aide juridictionnelle provisoire » et « l'aide juridictionnelle dans le cadre des procédures relatives au mandat d'arrêt européen » ;
- l'article 6 règle la communication des données à la Commission ;
- l'article 7 prévoit une clause de non-régression ;
- les articles 8 à 10 définissent respectivement le délai de transposition (18 mois), l'entrée en vigueur et les destinataires.

*

La recommandation relative à des garanties procédurales en faveur des personnes vulnérables⁴ soupçonnées ou poursuivies dans le cadre des procédures pénales⁵ compte 19 articles répartis dans 5 sections :

- la section 1 (articles 1^{er} à 3) définit l'objet et le champ d'application de la recommandation ;
- la section 2 (art. 4) indique que les personnes vulnérables devraient être rapidement repérées ;
- la section 3 (articles 5 à 17) énumère les droits des personnes vulnérables ;
- la section 4 (art. 18) règle la communication des mesures prises à la Commission ;
- la section 5 (art. 19) identifie les destinataires.

*

La recommandation relative au droit à l'aide juridictionnelle accordé aux personnes soupçonnées ou poursuivies dans le cadre de procédures pénales⁶ compte 29 articles répartis en 5 sections :

- la section 1 (art. 1^{er} et 2) définit l'objet et le champ d'application de la recommandation ;
- la section 2 (art. 3 à 16) énumère les différents éléments de la notion d' « accès à l'aide juridictionnelle », tels que notamment l'application d'un critère des ressources ;
- la section 3 (art. 17 à 26) fixe les conditions en matière d'effectivité et de qualité de l'aide juridictionnelle, telles que notamment celle relative à la désignation des avocats intervenant au titre de l'aide juridictionnelle ;
- la section 4 (art. 27 et 28) règle le rapportage à la Commission ;
- la section 5 (art. 29) définit les destinataires.

Réactions

La proposition de directive portant renforcement de certains aspects de la présomption d'innocence [COM(2013)0821] soulève une objection de subsidiarité de la part du gouvernement néerlandais qui, dans sa fiche BNC, conteste la nécessité de cette initiative. Pour la même raison, la *European Scrutiny Committee* de la Chambre des communes britannique a recommandé à sa séance plénière de formuler un avis motivé constatant que le principe de subsidiarité a été violé.

⁴ Autres que les enfants.

⁵ Journal officiel C378 du 24 décembre 2014, p. 8-10

⁶ Journal officiel C378 du 24 décembre 2013, p. 11-14

Pour en savoir plus

Les différents documents peuvent être consultés sur les sites suivants :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0820:FIN:FR:PDF>
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0821:FIN:FR:PDF>
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0822:FIN:FR:PDF>
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0824:FIN:FR:PDF>
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:378:0008:0010:FR:PDF>
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:378:0011:0014:FR:PDF>

Descripteurs Eurovoc

COM(2013)0820	droits de la défense - coopération judiciaire pénale (UE) – aide judiciaire - charte des droits fondamentaux de l'Union européenne - traduction - responsabilité pénale des mineurs - emprisonnement – minorité civile
COM(2013)0821	coopération judiciaire pénale (UE) – accès à la justice – procédure pénale - principe de reconnaissance mutuelle – droits de la défense
COM(2013)0822	droits de la défense – sanction pénale – aide judiciaire – minorité civile - mandat d'arrêt européen - responsabilité parentale – intégration sociale - examen médical - responsabilité pénale des mineurs
COM(2013)0824	traduction – aide judiciaire – harmonisation des normes – droits de la défense - collecte de données - service gratuit - mandat d'arrêt européen

Tout avis motivé selon lequel une ou plusieurs des propositions à l'examen violent le principe de subsidiarité doit être transmis aux institutions européennes pour le 12 février 2014 au plus tard.

Rédaction : Carlos Demeyere – 3 février 2013 - tél. 02/549.81.33 - carlos.demeyere@lachambre.be



Europese Analysecel

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE AAN HET EUROPEES PARLEMENT, DE RAAD, HET EUROPEES ECONOMISCH EN SOCIAAL COMITÉ EN HET COMITÉ VAN DE REGIO'S - Voortgang bij de uitvoering van de agenda van de Europese Unie inzake procedurele waarborgen voor verdachten en beklaagden – De grondvesten van de Europese strafrechtelijke ruimte versterken

COM(2013)0820

aangenomen door de Europese Commissie op 27 november 2013

Voorstel voor een RICHTLIJN VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD inzake de versterking van bepaalde aspecten van het vermoeden van onschuld en van het recht om in strafprocedures bij het proces aanwezig te zijn

COM(2013)0821

aangenomen door de Europese Commissie op 27 november 2013

Voorstel voor een RICHTLIJN VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD betreffende procedurele waarborgen voor kinderen die verdachte of beklaagde zijn in een strafprocedure

COM(2013)0822

aangenomen door de Europese Commissie op 27 november 2013

Voorstel voor een RICHTLIJN VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD betreffende voorlopige rechtsbijstand voor verdachten en beklaagden wie de vrijheid is ontnomen en rechtsbijstand in procedures ter uitvoering van een Europees aanhoudingsbevel

COM(2013)0824

aangenomen door de Europese Commissie op 27 november 2013

AANBEVELING VAN DE COMMISSIE betreffende procedurele waarborgen voor kwetsbare personen die verdachte of beklaagde zijn in een strafprocedure

C(2013)08178

aangenomen door de Europese Commissie op 27 november 2013

AANBEVELING VAN DE COMMISSIE inzake het recht op rechtsbijstand voor verdachten of beklaagden in strafprocedures

C(2013)8179

aangenomen door de Europese Commissie op 27 november 2013

Executive Summary: met dit pakket wil de Europese Commissie de Europese strafrechtelijke ruimte versterken door verdere uitvoering te geven aan de agenda inzake procedurele rechten van verdachten en beklaagden.

Achtergrond

Om tot een werkelijke Europese strafrechtelijke ruimte te komen dienen de gerechtelijke overheden elkaars strafrechtstelsels te erkennen en te vertrouwen.

De bescherming van de rechten van verdachten en beklaagden verschilt echter nog sterk van lidstaat tot lidstaat zodat dit systeem van wederzijdse erkenning nog niet optimaal werkt.

In het Programma van Stockholm heeft de Europese Raad de Commissie dan ook opgeroepen om voorstellen te formuleren ter versterking van de deze rechten en zo te waarborgen dat alle lidstaten gemeenschappelijke procedurele minimumrechten hanteren.

Vóór de publicatie van dit pakket werden in ditzelfde kader reeds 3 richtlijnen vastgesteld: deze van 20 oktober 2010 betreffende het recht op vertolking en vertaling¹, deze van 22 mei 2012 betreffende het recht op informatie in strafprocedures² en deze van 22 oktober 2013 betreffende het recht op toegang tot een advocaat en het recht om een derde op de hoogte te laten brengen vanaf de vrijheidsbeneming³.

Inhoud van het pakket

Het pakket bestaat in totaal uit 6 documenten: 1 mededeling, 3 voorstellen van richtlijn en 2 aanbevelingen.

De rechtsgrond voor de voorstellen van richtlijn is telkens artikel 82.2.b) van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie. De rechtsgrond voor de aanbevelingen is dan weer artikel 292 van dit verdrag.

*

De **mededeling [COM(2013)0820]** omvat de algemene verantwoording voor de teksten, te weten: het optimaliseren van het onderling vertrouwen van de gerechtelijke overheden in elkaars rechtstelsels door het waarborgen van gemeenschappelijke minimumrechten, en een overzicht van de belangrijkste elementen van de verschillende voorstellen van richtlijn.

*

Het **voorstel van richtlijn** inzake de versterking van bepaalde aspecten van het **vermoeden van onschuld** en van het **recht om** in strafprocedures **bij het proces aanwezig te zijn** **[COM(2013)0821]** telt 15, in 4 hoofdstukken opgedeelde, artikelen:

- hoofdstuk 1 (artt. 1 en 2) bevat de doelstelling (het vaststellen van minimumregels inzake het vermoeden van onschuld) en het toepassingsgebied (de periode vanaf het allereerste begin van de strafprocedure tot de definitieve beslissing) van de richtlijn;

¹ richtlijn 2010/64/EG - Publicatieblad L280 van 26 oktober 2010, blz. 1

² richtlijn 2012/13/EG - Publicatieblad L142 van 1 juni 2012, blz. 1

³ richtlijn 2013/48/EG - Publicatieblad L294 van 6 november 2013, blz. 1

- hoofdstuk 2 (artt. 3 tot 7) legt zowel het beginsel van het recht op het vermoeden van onschuld als de inhoud ervan vast;
- hoofdstuk 3 (artt. 8 en 9) verduidelijkt het principe van het recht op aanwezigheid van verdachten en beklaagden bij hun proces met inbegrip van de verstekregeling;
- hoofdstuk 4 (artt. 10 tot 15) omvat de rechtsmiddelen, de rapportage aan de Commissie, de non-regressieclausule, de omzettingstermijn (18 maanden), de inwerkingtreding en de adressaten.

*

Het voorstel van richtlijn betreffende procedurele waarborgen voor kinderen die verdachte of beklaagde zijn in een strafprocedure [COM(2013)0822] telt 25 losstaande artikelen:

- art. 1 stelt dat het doel van de richtlijn erin bestaat minimumregels vast te leggen ten aanzien van de behandeling van kinderen die als verdachte of beklaagde bij een strafprocedure betrokken zijn of tegen wie een procedure ter uitvoering van een Europees aanhoudingsbevel loopt;
- art. 2 bevat een nauwkeurige omschrijving van het toepassingsgebied van de richtlijn;
- art. 3 definieert de notie “kind” als een persoon jonger dan 18 jaar;
- de artt. 4 tot 8, 10, 12, 14 tot 16 en 18 sommen het principe en de verschillende elementen van het recht op informatie op;
- art. 9 beschrijft de organisatorische voorwaarden bij het verhoren van kinderen;
- art. 11 verplicht de overheden om – waar mogelijk – alternatieve maatregelen, zoals meldingsplicht of pedagogische maatregelen, te voorzien;
- art. 13 voorziet in een tijdige, zorgvuldige en aan het kind aangepaste behandelingswijze van de zaken;
- art. 17 omvat specifieke bepalingen betreffende in het kader van een Europees aanhoudingsbevel gezochte of aangehouden kinderen;
- art. 19 houdt de verplichting in voor diegenen die in het kader van deze richtlijn met kinderen in contact komen, om een specifieke opleiding volgen;
- art. 20 regelt de rapportage aan de Commissie;
- art. 21 bepaalt dat de kosten voor de uitvoering van deze richtlijn ten laste van de betrokken lidstaat vallen;
- art. 22 bevat de non-regressieclausule;
- artt. 23 tot 25 bevatten de omzettingstermijn (24 maanden), de inwerkingtreding en de adressaten.

*

Het voorstel van richtlijn betreffende voorlopige rechtsbijstand voor verdachten en beklaagden wie de vrijheid is ontnomen en rechtsbijstand in procedures ter uitvoering van een Europees aanhoudingsbevel [COM(2013)0824] telt 10 losstaande artikelen:

- artt. 1 en 2 bevatten de doelstelling (het vaststellen van minimumregels betreffende voorlopige rechtsbijstand en rechtsbijstand in procedures ter uitvoering van een Europees aanhoudingsbevel) en het toepassingsgebied van de richtlijn;
- art. 3 definieert een aantal begrippen;
- artt. 4 en 5 omschrijven resp. de noties “toegang tot de voorlopige rechtsbijstand” en “rechtsbijstand in procedures ter uitvoering van een Europees aanhoudingsbevel”;
- art. 6 regelt de rapportage aan de Commissie;
- art. 7 bevat de non-regressieclausule;
- artt. 8 tot 10 bevatten de omzettingstermijn (18 maanden), de inwerkingtreding en de adressaten.

*

De aanbeveling betreffende procedurele waarborgen voor kwetsbare personen⁴ die verdachte of beklaagde zijn in een strafprocedure⁵ telt 19 artikelen die in 5 afdelingen werden opgedeeld:

- afdeling 1 (artt. 1 tot 3) omschrijft het onderwerp en de werkingssfeer van de aanbeveling;
- afdeling 2 (art. 4) stelt dat de kwetsbaarheid van betrokkenen onverwijld moet worden vastgesteld;
- afdeling 3 (artt. 5 tot 17) somt de rechten van de kwetsbaar bevonden personen op;
- afdeling 4 (art. 18) regelt de rapportage aan de Commissie;
- afdeling 5 (art. 19) bevat de adressaten.

*

De aanbeveling inzake het recht op rechtsbijstand voor verdachten of beklaagden in strafprocedures⁶ telt 29 in 5 afdelingen ondergebrachte artikelen:

- afdeling 1 (artt. 1 en 2) omschrijft het onderwerp en de werkingssfeer van de aanbeveling;
- afdeling 2 (artt. 3 tot 16) somt de verschillende elementen van de notie “toegang tot rechtsbijstand” op zoals – onder anderen – de uitvoering van een draagkrachttoets;
- afdeling 3 (artt. 17 tot 26) bevat de voorschriften met de vereisten inzake de doeltreffendheid en de kwaliteit van de rechtsbijstand zoals – onder anderen – deze betreffende de benoeming van de *pro-deo*-advocaten;
- afdeling 4 (artt. 27 en 28) regelt de rapportage aan de Commissie;
- afdeling 5 (art. 29) bevat de adressaten.

Reacties

Het voorstel van richtlijn inzake de versterking van bepaalde aspecten van het vermoeden van onschuld [COM(2013)0821] stuit op een subsidiariteitsbezwaar van de Nederlandse regering die in haar BNC-fiche de noodzaak van dit initiatief aanvecht. Omwille van dezelfde reden heeft het *European Scrutiny Committee* van het Britse Lagerhuis zijn plenaire vergadering aanbevolen een gemotiveerd advies uit te brengen waarin wordt vastgesteld dat het subsidiariteitsbeginsel werd geschonden.

Voor meer informatie

De verschillende documenten kan u raadplegen op:

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0820:FIN:NL:PDF>

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0821:FIN:NL:PDF>

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0822:FIN:NL:PDF>

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0824:FIN:NL:PDF>

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:378:0008:0010:NL:PDF>

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:378:0011:0014:NL:PDF>

⁴ andere dan kinderen

⁵ Publicatieblad C378 van 24 december 2014, blz. 8-10

⁶ Publicatieblad C378 van 24 december 2014, blz. 11-14

Eurovoc-descriptoren

<i>COM(2013)0820</i>	rechten van de verdediging - justitiële samenwerking in strafzaken (EU) - rechtsbijstand - Handvest van de grondrechten van de Europese Unie - vertaling - strafrechtelijke aansprakelijkheid van minderjarigen - gevangenisstraf - minderjarigheid
<i>COM(2013)0821</i>	justitiële samenwerking in strafzaken (EU) - toegang tot de rechtspleging - strafprocedure - beginsel van wederzijdse erkenning - rechten van de verdediging
<i>COM(2013)0822</i>	rechten van de verdediging - strafsanctie - rechtsbijstand - minderjarigheid - Europees arrestatiebevel - ouderlijke verantwoordelijkheid - sociale integratie - medisch onderzoek - strafrechtelijke aansprakelijkheid van minderjarigen
<i>COM(2013)0824</i>	vertaling - rechtsbijstand - harmonisatie van de normen - rechten van de verdediging - verzamelen van gegevens - gratis diensten - Europees arrestatiebevel

Een eventueel gemotiveerd advies waarin gesteld wordt dat één of meerdere van deze wetgevende voorstellen het subsidiariteitsbeginsel schendt, dient **uiterlijk 12 februari 2014** aan de Europese instellingen te worden overgezonden.

Redactie: Carlos Demeyere – 3 februari 2013 - tel. 02/549.81.33 - carlos.demeyere@dekamer.be